



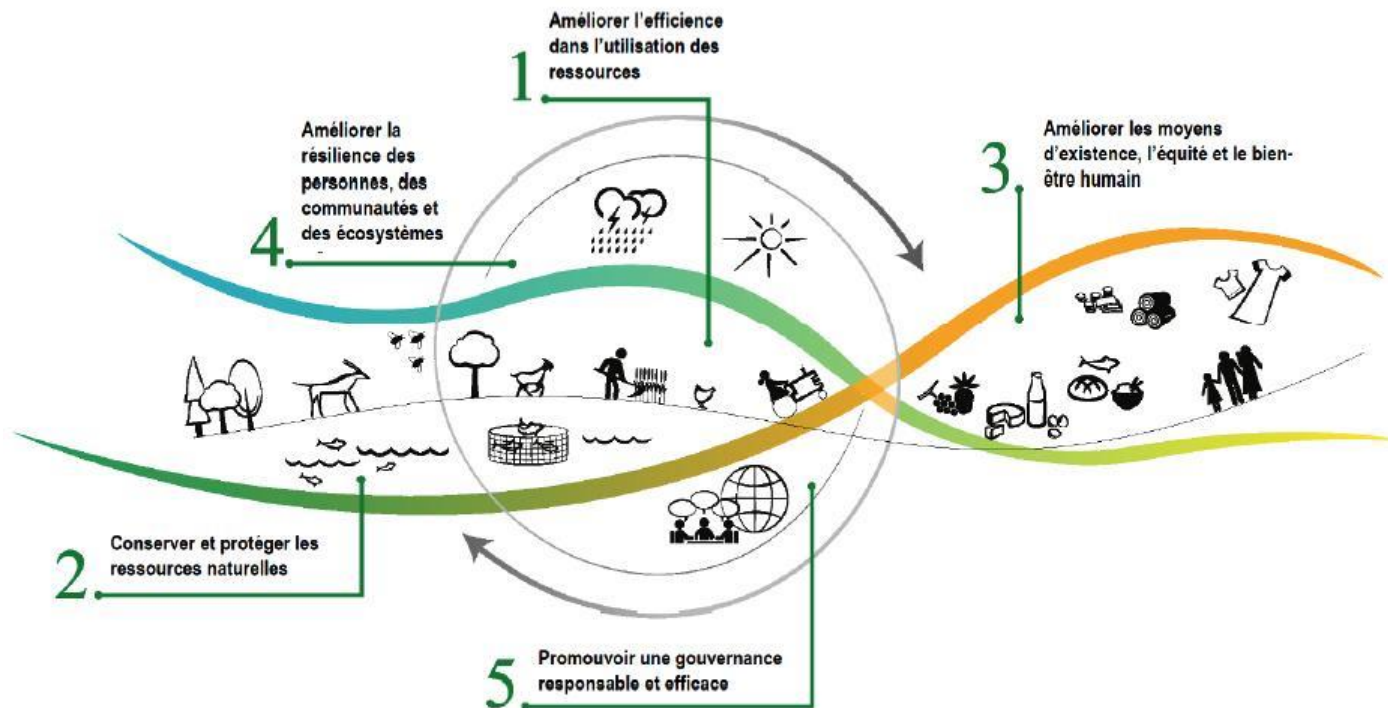
Banque des Territoires, Terres en Villes

Vers des projets alimentaires territoriaux
économiquement viables ?
Réflexions à partir de quelques résultats de
recherche

Frédéric WALLET, INRA-Agroparistech

Paris, 25 janvier 2019

Transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables



(FAO)

Comment?
(outils, chemin)

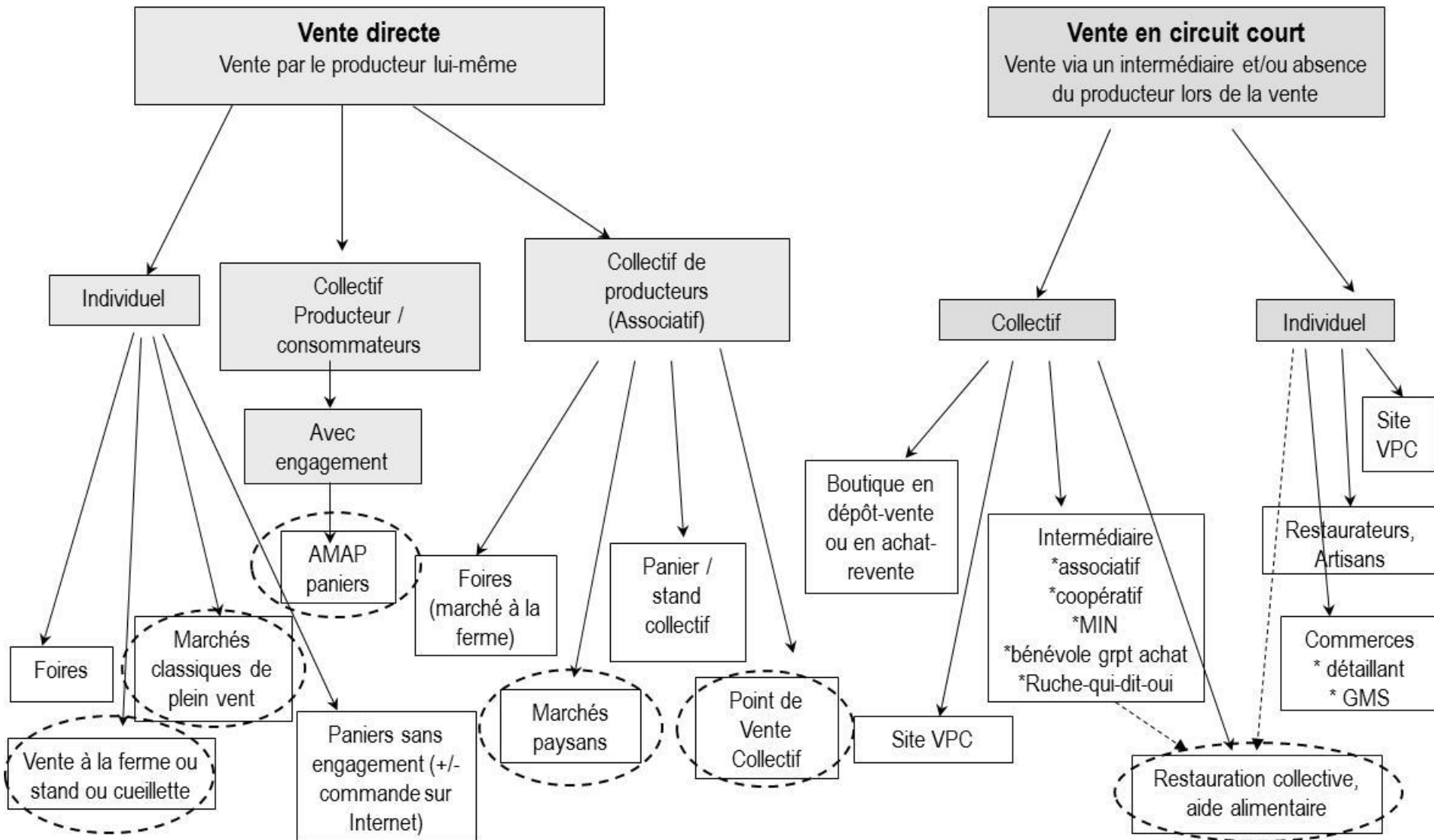
Avec qui?

A quelles échelles?



Des modèles économiquement viables?

□ Diversité des « circuits courts »



□ **Producteurs**

- 1 exploitation sur 5 en CC (RA 2010)
- Pour 40%, CC > 75% du chiffre d'affaires ; pour 30%, < 10% (RA 2010)
- Fermes plus petites, représentant plus de main d'œuvre (RA 2010)
- Une part importante, parfois majeure des projets d'installation en CP (ex. maraîchage)
- Recherche de diversification dans l'« agriculture du milieu »
- Développement des projets collectifs et de la transformation des produits hors AOP/IGP en CP
- Appui sur NTIC, nouveaux métiers, nouveaux services qui structurent les CP

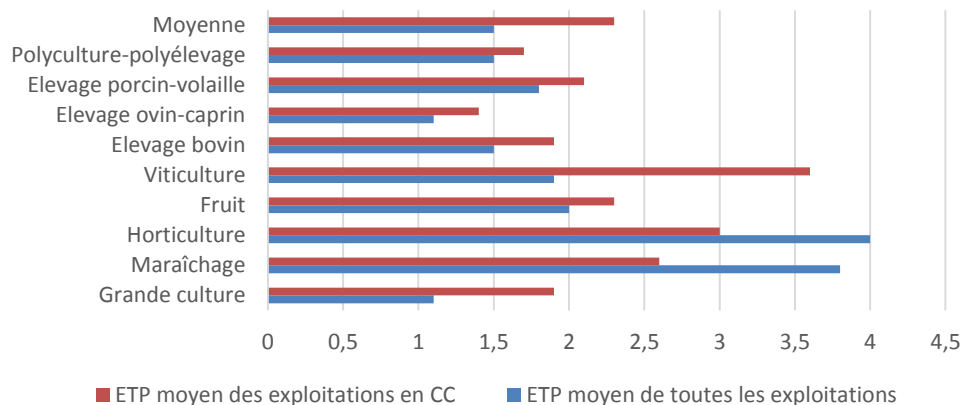
□ **« Intermédiaires »**

- Transformateurs, distributeurs, coopératives (ex. Frais d'Ici...)
- Nouveaux acteurs : acteurs de la logistique (ex. la Poste, start-up la Charrette...) ; nouveaux types d'entrepreneurs (ex. La Ruche-qui-dit-oui, Kelbongoo...) ; supermarchés coopératifs ; Restos du cœur, ANDES (programme Uniterres)...

□ Emploi

- Besoin supérieur en main-d'œuvre et en compétences sur les exploitations: 2,3 ETP contre 1,5 (RG, 2010)
- Emplois faiblement délocalisables...mais parfois précaires (salaires, temps partiel, CDD...) (Agreste, 2016)
- Recours fréquent au salariat dans les magasins de producteurs (2 ETP en moy., Casdar Magpro), notamment si rayon de boucherie traditionnelle (Casdar Interval)
- Emplois générés ou maintenus dans les fonctions logistiques et de conseil

L'emploi dans les exploitations en circuit court

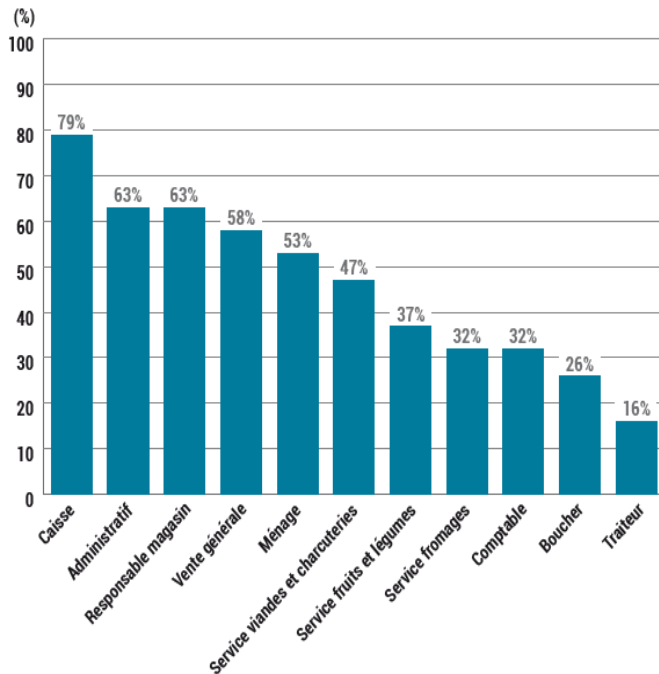


□ L'emploi dans les magasins de producteurs

(enquête Magpro, sur 141 magasins en 2015)

Localisation plutôt urbaine:

65 % des magasins enquêtés sont situés dans une commune appartenant à un grand pôle (plus de 100 000 emplois) ou à sa couronne



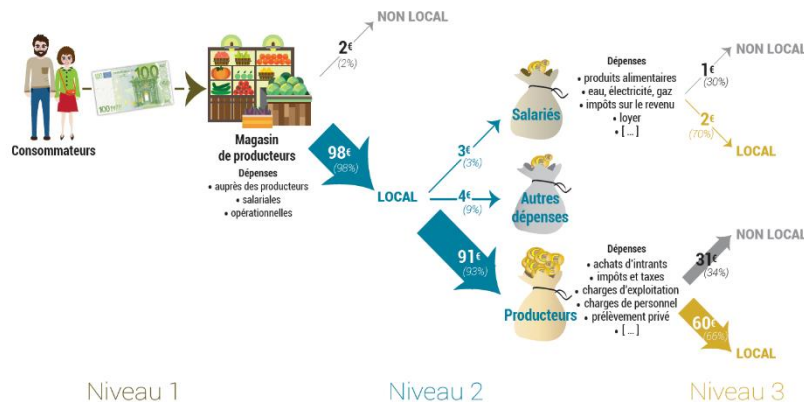
Part des magasins employant au moins un salarié pour cette activité

- **74 % des magasins** enquêtés ont recours au salariat. Nombre moyen de salariés: **2,8** (entre 1 et 15), soit **2 ETP (de 0,06 à 11 ETP)**.
- **Implication des producteurs:** 92 % des magasins ne délèguent pas la responsabilité de la vente des produits aux salariés seuls
- **Corrélation entre volume de vente et nombre de salariés :** en moyenne 1,2 ETP salarié pour moins de 900 000 €/an contre 8,4 ETP pour plus de 2 000 000 €/an.
- Les salariés sont plus nombreux dans les magasins avec un **rayon boucherie traditionnelle** (3,3 ETP contre 1,5).

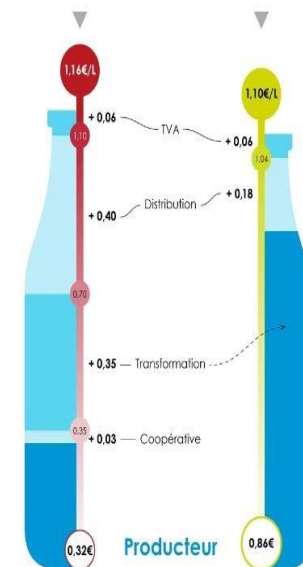
□ Contribution à l'économie locale

- Des niveaux de **revenus très hétérogènes** mais des petits ateliers pouvant être aussi performants (€/h/actif) que des gros (RCC 2013)
- Apport régulier de **trésorerie** mais activité exigeante
- Développement des démarches collectives comme moyen d'éviter le risque de **surcharge de travail**
- Une **performance économique en CC variant de 1 à 4** en viande bovine, selon, en particulier, si abattoir à proximité ou non (RCC 2013)
- Meilleure rentabilité**: niveau de prix +40% / conventionnel, mais grande variabilité (CAPPAP, 2016)
- Effet multiplicateur** de l'achat local (Casdar Magpro)

Effet multiplicateur de 2,6



en grande distribution **OU** en circuits courts



décomposition du prix d'1L de lait entier

❑ L'enjeu de l'organisation et des compétences

- ❑ Fréquence du sentiment de **surcharge chronique de travail** pour les agriculteurs en circuits courts
- ❑ **Combinaison de différents métiers:** producteur, transformateur, logisticien, commençant + gestion administrative et financière
- ❑ **Difficultés à trouver des compétences adaptées** aux systèmes d'activité en circuits courts au sein des services de remplacement ou d'embauche de permanents
- ❑ **Accompagnement:** certaines associations et OPA viennent en appui aux agriculteurs pour les aider à s'organiser et trouver les compétences
- ❑ **Les circuits courts collectifs sont de véritables outils de formation** (Drives, Ruche, Chambres d'agriculture...)

❑ Structures commerciales en CC: des créations d'emplois mais pas toujours durables (projet CAPPAP)

▪ Rôle des OPA dans la prise en charge financière de l'animateur.

3 cas de figure :

- Le plus souvent, point d'équilibre atteint au bout de 3 ans: mais les **besoins d'aides/subventions se succèdent**;
- Arrêt de la structure de commercialisation;
- **Une petite minorité arrive à l'autonomie**, avec financement des animateurs

▪ **Enjeu de croissance:** embauche a posteriori de techniciens/logisticiens, ce qui augmente les charges et le point d'équilibre

□ Le besoin de politiques de soutien adaptées

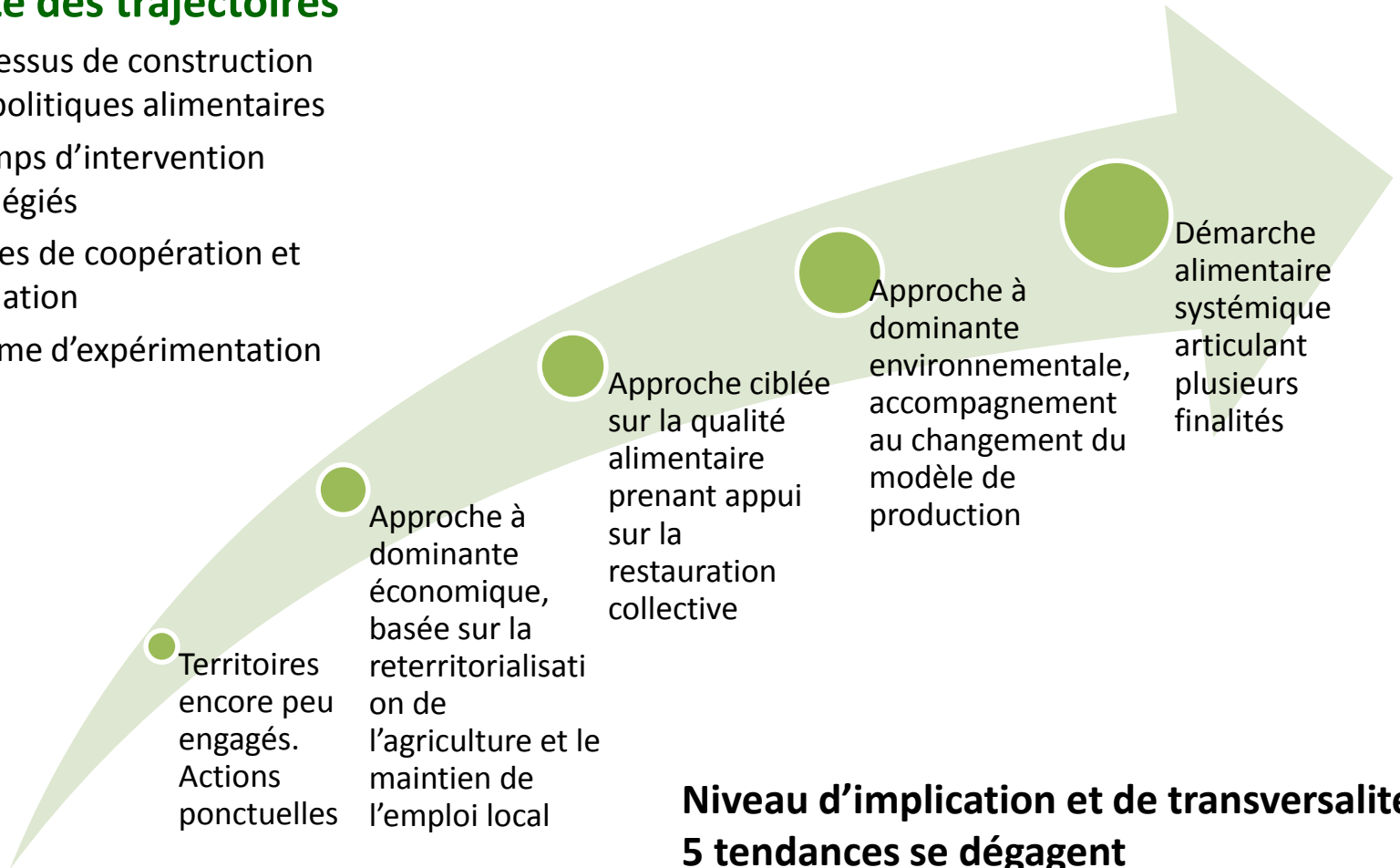
- Structures collectives qui restent fragiles
 - Sur le plan économique
 - Limites en termes de coordination: équilibre entre stratégie individuelle et collective est difficile à maintenir sur le long terme
- Exigence de politiques territoriales de soutien
 - Nécessité de s'adapter à la diversité des acteurs et de leurs besoins
 - Fédérer des projets d'exploitation souvent très divers par la force d'un projet territorial soutenu et la pertinence d'un projet collectif bien identifié



Modèles de gouvernance

□ Diversité des trajectoires

- Processus de construction des politiques alimentaires
- Champs d'intervention privilégiés
- Modes de coopération et animation
- Rythme d'expérimentation

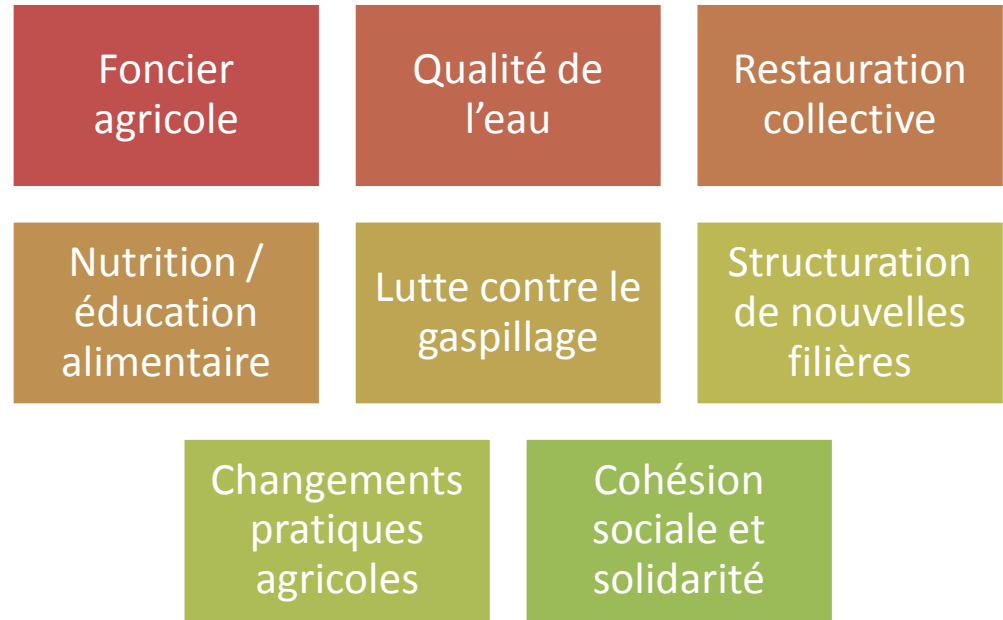


**Niveau d'implication et de transversalité:
5 tendances se dégagent**

□ Les axes d'intervention des collectivités

- Entrée: champs de compétences + enjeux territoriaux.
- Appui sur les projets de territoire, les outils réglementaires et les initiatives locales.
- Saisie des opportunités: appels à projets pour accélérer le processus et/ou expérimenter

- Acteurs de la transformation: non prioritaires
- Peu par la cohésion sociale et la solidarité



Deux familles de PAT

- PAT Agri-alimentaires
- PAT Systémiques

(RN PAT)

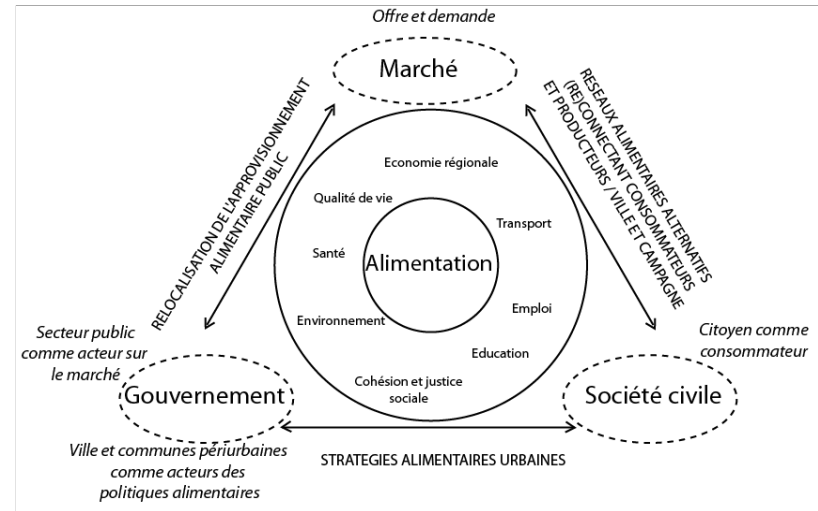
❑ La restauration collective: un puissant levier d'intervention

- ❑ **Plébiscite** dans les discours des collectivités locales et parents d'élève pour la restauration scolaire bio et locale
- ❑ Part des produits biologiques en restauration collective: **2,9%** de la valeur d'achat, mais **progression de 18% en un an**
- ❑ 78% des produits bio achetés sont d'origine française, et **59% d'origine régionale**
- ❑ **Principaux freins:** décalage entre offre et demande, complexité technique d'organisation, faible attractivité économique en raison de prix bas
- ❑ **Besoin d'opérationnaliser la RC bio et locale:** repenser les systèmes de production, de transformation, de distribution (massifier) et de consommation
- ❑ **Commande publique:** des clauses favorables aux produits locaux
 - Allotissement technique et géographique
 - Clauses sociales, environnementales, techniques

❑ Les limites de l'aide alimentaire

- Inégalité d'accès à une **alimentation durable et de qualité**
France: 3,2 millions de personnes en déficit d'accès à une alimentation de qualité et en quantité suffisante en raison de leurs faibles revenus (Paturel, 2013)
Justice alimentaire: Souhait d' un **système d'aide alimentaire « plus juste »**: non stigmatisation, prise en compte des cultures
- **Dispositifs d'aide alimentaire**
Pas adaptés à tous: recherche du **lien social**, possibilité de **choix**, accès à des **produits de qualité**
Initiatives décentralisées (Restos du cœurs, ATD QM) **ou en réseau** (ANDES...)
- **Loi Garot** (don alimentaire): risque de fragilisation de systèmes d'aide

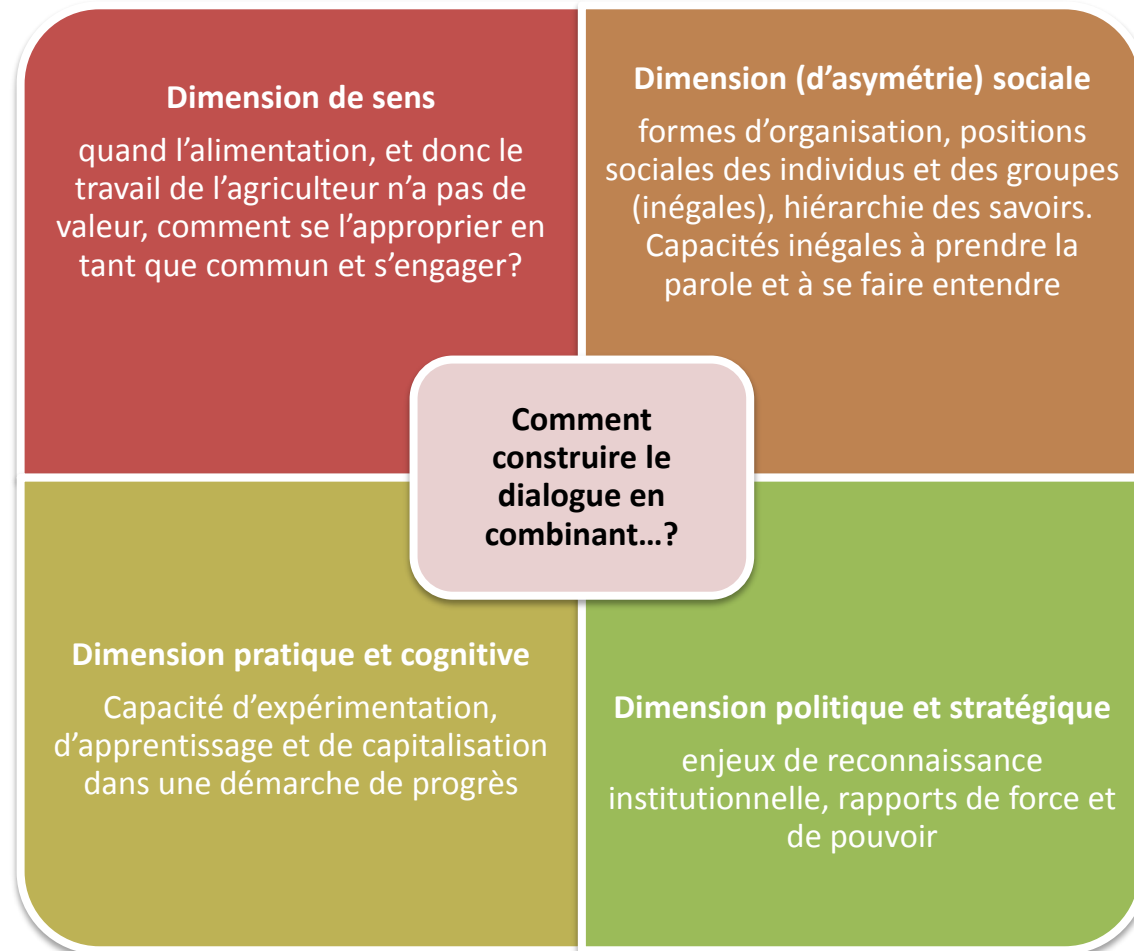
□ Gouvernance alimentaire implique un pilotage engageant les acteurs publics: quel portage politique?



- Mobiliser acteurs productifs (collectifs) et société civile
- Mettre en place de lieux, instances, et dispositifs de concertation
- Articuler les échelles territoriales et des circuits courts/longs
- Intégrer les enjeux agricoles et alimentaires dans les stratégies de développement territorial
- Impliquer les professionnels sensibilisés
- Faire le lien avec les initiatives associatives et citoyennes
- S'entendre sur un cadre commun (état des lieux, objectifs, actions, modalités de gouvernance), et faire émerger une culture commune
- Passer d'appuis épars aux initiatives locales à une véritable politique publique alimentaire territoriale (une gouvernance ne suffit pas)
- Saisir les opportunités et réseaux (RMT AL, LEADER...)

❑ Construire l'action alimentaire en commun sur les territoires

- Pas de solution clé en main pour réussir la concertation et la participation sur les territoires => Besoin de réinventer à chaque fois
- Besoin d'identifier les facteurs conditionnent la possibilité d'un engagement pratique, pour définir les problèmes et les solutions
- Etablir des collectifs pertinents

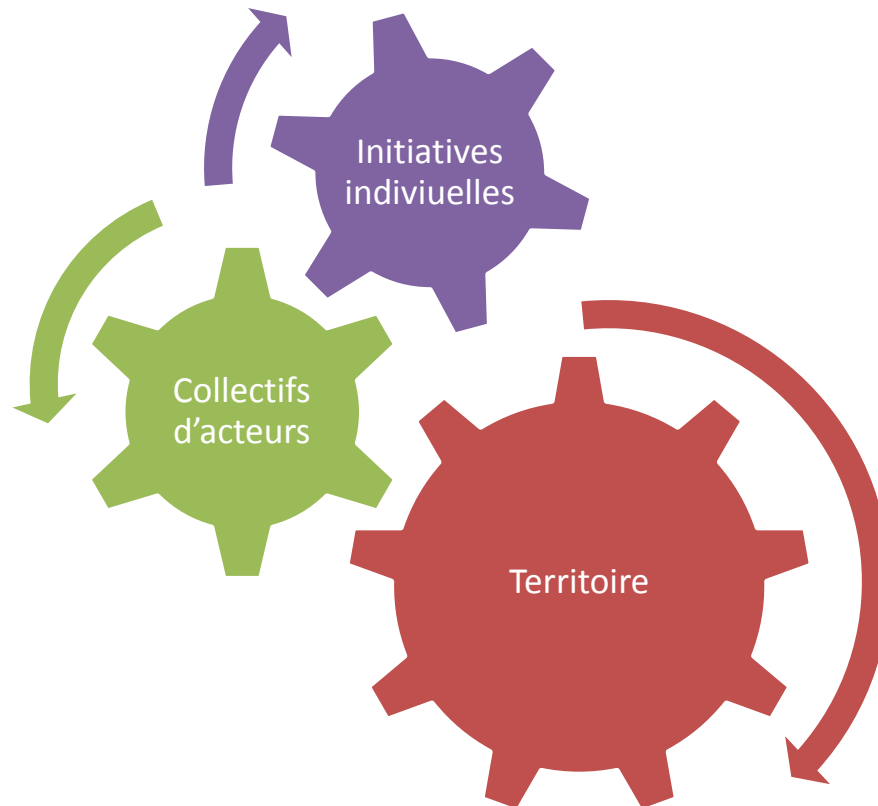


(d'après Claire Ruault, Comédie 2017)



Articulation des échelles territoriales d'intervention

- Articuler les échelles...c'est faire converger les visions et les intérêts



□ Inscription territoriale et articulation des dispositifs d'intervention

Inscription territoriale des pat

- inscription régionale des PAT
- PAT départementaux
- relation ville / hinterland: périurbain et rural
- relations à distance
- relation métropole / villes moyennes
- relation communes / intercommunalité
- infra-territorial (infra-urbain)

Articulation pat / autres dispositifs

- LEADER
- SCOT
- Plan Climat
- Contrat de ruralité / Cœur de ville
- TZDZG
- Soutien aux filières et activités touristiques
- ARS

Rechercher l'impact à l'échelle



Merci de votre attention

wallet@agroparistech.fr